

[Le point de vue de CA](#)

## Un grand jour pour Contribuables Associés (5 octobre 2005)

**Le Président Alain Mathieu et la Porte-parole Benoîte Taffin ont été reçus à l'Elysée par Julien Carmona, Conseiller économique auprès de Jacques Chirac, le vendredi 30 septembre dernier.**

Cette rencontre a été l'occasion d'aborder l'indispensable baisse des dépenses publiques. Nous avons aussi remis les pétitions reçues de la campagne « **Baisse de l'impôt sur le revenu : plus de promesses non tenues !** »



Benoîte Taffin, Julien Carmora, Alain Mathieu

Alain Mathieu a aussi abordé le budget 2006 avec cet exemple :

### **Budget 2006 : 10 M € pour des études proposant d'augmenter les impôts**

Sous prétexte de recherche scientifique, le budget 2006 prévoit un crédit de 10 M €, « enveloppe initiale » pour la création de l'« Ecole d'économie de Paris », école qui a pour ambition de « se situer d'emblée au premier rang européen ». C'est vrai qu'avec 300 enseignants et 900 étudiants, cette école sera dans son domaine l'une des plus importantes d'Europe. Mais pour quoi faire ? Il suffit de connaître ses promoteurs pour le savoir. Son directeur, Thomas Piketty, chroniqueur à Libération et rédacteur de notes pour le parti socialiste, a consacré les trois quarts de ses publications à la redistribution des revenus, et à des propositions d'augmentation de l'impôt sur le revenu. Il qualifiait la baisse de l'impôt sur les successions décidée en 2004 par le gouvernement de « médiocre, populiste et sans envergure ». Son adjoint Daniel Cohen est spécialiste des pays sous-développés, conseil de Dominique Strauss-Kahn, et directeur du « Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification » (mais oui, un tel organisme, financé par le contribuable, existe encore dans notre pays). Aucun des promoteurs de cette école n'a la moindre expérience des entreprises, et a fortiori de celles qui créent des emplois en France, les PME. Inutile d'attendre de cette Ecole d'économie de Paris des propositions compétentes et constructives pour la création d'entreprises, pour le développement d'emplois dans le secteur privé, et donc la réduction du chômage.

Le gouvernement se livre une fois de plus à une activité qu'il juge prioritaire : subventionner les adversaires de sa politique.

Alain Mathieu  
Président

::[Envoyez cet article à un ami](#)::